



PROGRAMME

TAHITI NUI 2025



2013 ÉLECTIONS
TERRITORIALES
21 AVRIL - 05 MAI

LA FOI DE RECONSTRUIRE ENSEMBLE !



GASTON FLOSSE



SANDRINE TURQUEM



EDOUARD FRITCH



TEAPEHU TEAHE



THOMAS MOUTAME



JOSEPH AH-SCHA



MONIQUE RICHETON



FREDERIC RIVETA

RÉUNISSONS-NOUS POUR RECONSTRUIRE ENSEMBLE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE DE DEMAIN
www.toustahoeraa2013.com



DEPUIS 2004, LE «TAUI» A PLONGÉ NOTRE PAYS **DANS LA MISÈRE**

Pendant qu'Oscar TEMARU poursuit désespérément son obsession indépendantiste à New York, notre pays continue de plonger dans une crise économique et sociale sans précédent. Depuis 2004, les conditions de vie de nos concitoyens se sont profondément dégradées.

Sur le plan social

- les ressortissants inscrits au RST sont passés de 46.000 à 71.000,
- près de 30% des polynésiens vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté,
- le taux de chômage est passé de 11% à plus de 25%,
- plus de 30% des jeunes sortent du système éducatif sans qualification,
- notre assurance maladie est aujourd'hui largement déficitaire,
- la pérennité de notre système de retraite n'est plus assurée,
- la délinquance générale a augmenté de 40%.

Sur le plan économique

La situation actuelle est catastrophique.

- près de 15.000 emplois ont été détruits,
- notre tourisme a reculé pour retrouver son niveau d'il y a vingt ans,

- le prix de notre perle noire atteint le plus bas niveau de son histoire,
- nos recettes fiscales et douanières se sont effondrées de plus de 20 milliards FCFP,
- à l'inverse, le remboursement de notre dette approche les 15 milliards FCFP par an.

Une tragédie pour notre pays

Pour la grande majorité de notre population qui s'est considérablement appauvrie, le «Tauti» de 2004 s'est finalement avéré être une imposture politique.

Entre 2004 et 2013, la Polynésie française moderne et enviée dans tout le Pacifique a régressé sur tous les plans. Elle est devenue la collectivité publique dont la gestion est aujourd'hui la plus décriée et les performances économiques et sociales sont les plus catastrophiques de tout l'outre-mer.

Tournons la page

Ce tragique «Tauti» doit cependant rester gravé dans nos mémoires, car il préfigure en réalité l'indépendance misère dont rêve pour nous Oscar TEMARU. Alors aujourd'hui, tournons définitivement la page du «Tauti», et ensemble, ayons la foi de reconstruire ensemble notre pays.

30% des jeunes
sont non diplômés

15000
emplois détruits

25%
de chômage

15 milliards
de FCFP de remboursement
annuel de la dette

28%
de polynésiens
sous le seuil de pauvreté



LA FOI DE RECONSTRUIRE ENSEMBLE

Le temps est venu de reconstruire notre pays. Cette volonté anime le Tahoeraa Huiraatira et les formations qui l'accompagnent, Taatira no te hau, Rautahi et Te mana toa. Ensemble, nous possédons l'expérience et la compétence pour sortir notre pays de la crise et retrouver le chemin de la croissance.

Redresser nos finances

Notre tâche prioritaire sera de redresser la situation de nos finances publiques. En effet, seule une gestion budgétaire rigoureuse nous permettra de retrouver nos capacités financières, de restaurer la confiance des prêteurs et de renouer des liens constructifs avec l'Etat pour investir à nouveau dans notre pays.

Investir

La réalisation de grands investissements productifs et structurants est aujourd'hui la seule réponse concrète et réaliste pour créer les milliers d'emplois qui nous manquent et relancer durablement notre économie. Les ressources financières que nous devons mobiliser pour cela sont importantes. Aussi, nous associerons, le secteur privé à ces grands projets destinés à moderniser notre pays.

Nos liens avec l'Europe seront renforcés afin qu'elle nous accompagne davantage dans la modernisation de notre pays.

Valoriser nos ressources

Le tourisme qui demeure notre principale industrie sera placé au cœur de toutes nos décisions économiques. Les acteurs privés seront impliqués pour valoriser plus efficacement nos ressources marines et terrestres, pêche, aquaculture, perliculture ou encore notre agriculture depuis trop longtemps délaissée. Nos richesses minérales sous marines feront l'objet d'une veille économique et juridique attentive.

Plus de solidarité

Le retour à la croissance nous permettra enfin de mettre en œuvre une meilleure redistribution et un partage plus équitable de nos richesses. Notre modèle éducatif qui génère encore trop d'échec scolaire, notre système de santé aujourd'hui à la dérive, notre solidarité mise à mal durant ces dernières années seront réformés pour renforcer notre cohésion sociale.

Tahiti Nui 2025 : une vision à long terme de notre avenir



2013 - 2014

Actions d'urgence pour redresser les finances publiques, créer à nouveau des emplois et assurer la sortie de crise



2015 - 2018

Lancement des grands chantiers productifs créateurs de milliers d'emplois et destinés à consolider notre croissance



2019 - 2025

Aboutissement des réformes structurelles destinées à inscrire notre pays dans une croissance durable et solidaire.



REDRESSER NOS COMPTES PUBLICS

Notre sortie de crise dépendra de notre capacité à redresser nos comptes publics pour disposer à nouveau des ressources financières nécessaires à notre développement.

Cette action de sauvetage nécessitera un effort collectif et partagé de tous les acteurs économiques, de tous les ménages et de l'ensemble des pouvoirs publics.

Un redressement financier en trois axes

1 - la réduction des dépenses et la modernisation de l'action publique. Cette action s'appliquera à toutes les entités du pays au travers d'un contrôle budgétaire renforcé. L'intervention publique dans l'économie sera considérablement réduite, notamment dans les secteurs concurrentiels.

2 - la gestion optimisée des actifs et de la dette de notre pays. Pour la première fois, une évaluation générale de tous les actifs publics sera effectuée et les modalités de gestion les plus efficaces seront appliquées.

3 - la réforme générale de notre fiscalité au travers d'une double volonté : une plus grande solidarité devant l'impôt et une révision de l'imposition des entreprises pour favoriser l'initiative privée.

Un fond de garantie de la dette

Ces actions de rigueur budgétaire permettront de générer à nouveau des ressources financières dont une partie sera affectée à la constitution d'un fonds de garantie de la dette.

Ce fonds redonnera de la confiance aux prêteurs et nous permettra de sécuriser, pour toute la durée de la mandature, la mise en place planifiée de tous les financements nécessaires à la relance de la commande publique.

Une mobilisation de l'épargne locale

La modernisation de notre économie nécessitera des financements importants. C'est la raison pour laquelle nous devons initier une politique de mobilisation d'une partie de l'épargne locale.

A cet effet, nous proposerons le lancement d'emprunts obligataires dont les taux seront plus attractifs que ceux du marché monétaire et les garanties de sécurité suffisantes pour constituer une réelle alternative de placement.

NOS ACTIONS CLÉS

- Réduction des dépenses de l'Assemblée de Polynésie, du gouvernement et des pouvoirs publics.

- Harmonisation de nos réglementations et simplification de nos procédures administratives.

- Redynamisation de notre administration au travers d'un redéploiement d'effectifs et par la fixation d'objectifs destinés à offrir un service public efficace et de qualité.

- Valorisation et regroupement d'une partie des actifs du pays pour créer avec le secteur privé un fonds stratégique

- d'investissement. Cette entité participera à la réalisation des grands projets structurants et productifs.

- Optimisation de la gestion de la dette publique (constitution d'un «pool» stable de financement, meilleure planification des besoins financiers, utilisation des financements obligataires,

- partenariat avec l'agence de financement des collectivités territoriales).

- Rejet d'un nouvel impôt sur le revenu. Réaménagement de la CST pour une plus grande participation à l'effort de solidarité au profit des plus démunis.



FAVORISER L'INITIATIVE PRIVÉE

Le retour à une croissance durable nécessite une profonde réforme de notre économie encore trop administrée.

Moins d'administration dans l'économie

Notre puissance publique réduira impérativement son interventionnisme économique en se dégageant des secteurs concurrentiels relevant du secteur privé. Nos réglementations seront réécrites pour plus de lisibilité et nos procédures administratives simplifiées pour faciliter toutes les initiatives.

Plus de transparence

L'ensemble des dispositifs d'encadrement des prix, de soutiens sectoriels ou de stabilisation seront réformés ou supprimés afin de privilégier la transparence de tous les prix et leur baisse au profit du consommateur. Les actions économiques et fiscales du gouvernement viseront à restaurer la confiance des investisseurs et donner une meilleure visibilité dans l'avenir de notre pays.

Exporter

L'exportation de produits locaux pour lesquels la Polynésie dispose d'un avantage compétitif fera l'objet d'un soutien destiné à faciliter l'ouverture de nouvelles

filiales d'exportation. Le partenariat avec des structures spécialisées dans la promotion du commerce extérieur sera privilégié. A cet effet, notre artisanat sera soutenu pour devenir un véritable vecteur de promotion de notre pays.

Favoriser la concurrence pour faire baisser les prix

Notre économie sera plus ouverte à la concurrence pour favoriser la compétition et permettre la baisse des prix attendue depuis longtemps par les consommateurs polynésiens. Une loi sera élaborée pour favoriser la concurrence et la régulation économique. Enfin, une autorité administrative indépendante sera créée pour en faciliter la mise en oeuvre.

Assurer notre transition énergétique

Notre transition énergétique sera initiée dans le cadre d'un programme de déploiement accéléré des énergies renouvelables à Tahiti et dans l'ensemble de nos archipels. La généralisation des véhicules hybrides et électriques sera soutenue par des mesures fiscales préférentielles. L'adoption de règles de construction visant à réduire les consommations énergétiques et les impacts environnementaux sera favorisée.

NOS ACTIONS CLÉS

- Une fiscalité allégée pour les entreprises.
- Des aides prioritaires à la création d'emplois pour les PME.
- Un soutien en gestion pour les nouveaux chefs d'entreprises.
- Une aide à la formation professionnelle pour améliorer la qualification des salariés.
- Partenariats pluriannuels avec des structures de proximité pour faciliter le développement de micro-projets.
- Elaboration d'une loi sur la concurrence & création d'une autorité administrative indépendante chargée de la régulation économique et de la concurrence.
- Diminution progressive de l'impôt sur les sociétés.
- Remplacement de l'impôt sur les transactions par un impôt plus équitable sur les bénéfices industriels et commerciaux.
- Soutien public au développement de l'économie numérique qui constituera une priorité pour notre jeunesse, un outil de compétitivité pour nos entreprises et un instrument de modernisation de notre action publique.
- Lancement d'un appel à candidatures pour la réalisation d'une centrale hydroélectrique sur la Papeiha à Faaoone.



INVESTIR POUR CRÉER DES EMPLOIS

Le plus grand défi que nous devons relever pour amorcer notre sortie de crise et remettre notre pays sur les rails de la croissance sera celui de l'emploi.

Investir pour créer de l'emploi

Pour le relever, nous relancerons la commande publique et nous investirons pour créer à nouveau les emplois qu'attendent les milliers de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. A cet effet, nous harmoniserons l'ensemble des dispositifs d'accès à l'emploi dans un souci de simplification et pour une plus grande efficacité de gestion.

Moderniser notre pays

Ce programme de modernisation de notre pays se déploiera en plusieurs années et aura pour ambition de :

- 1** - remettre à niveau nos infrastructures de transports pour fluidifier le transport des personnes et des marchandises : aéroports essentiels au développement de notre tourisme, ouvrages portuaires assurant les échanges entre nos archipels et enfin, axes routiers aujourd'hui engorgés,
- 2** - favoriser la réalisation de grands projets industriels et commerciaux pour stimuler notre économie et mieux valoriser nos ressources marines et terrestres,

3 - stimuler la construction et l'accès au logement par des mesures économiques (accès à des financements extérieurs bonifiés) et fiscales (défiscalisation orientée prioritairement vers le logement social),

4 - poursuivre et accélérer la viabilisation et l'aménagement industriel, commercial et résidentiel du second pôle de développement économique de Tahiti à Taravao (la réalisation d'un axe routier rapide vers Taravao fera l'objet d'un référendum local pour une véritable implication de la population dans ce projet),

5 - transformer la ville de Papeete en véritable capitale touristique et culturelle en conjuguant espaces verts, rues piétonnes, aménagements touristiques, culturels et zones commerciales.

Associer plus étroitement le secteur privé

Le financement de ces travaux sera crucial pour relancer notre économie. Il résultera simultanément de l'amélioration progressive de notre capacité financière, de la confiance retrouvée de nos prêteurs, de l'Etat et de l'Union européenne. Enfin, nous adapterons notre réglementation afin de mettre en oeuvre des partenariats entre la puissance publique et le secteur privé pour financer et exploiter des grands projets structurants.

NOS ACTIONS CLÉS

- Reconstruction et modernisation de la plate-forme aéroportuaire de Tahiti - Faaa.
- Transformation de la plateforme de Bora Bora en aéroport international et modernisation des aéroports de nos archipels.

- Réalisation du premier port international de pêche à Faratea. Création d'un partenariat avec des opérateurs portuaires et industriels du secteur de la pêche afin de valoriser localement notre ressource halieutique.
- Redynamisation de la ville de Papeete avec l'aménagement des parcs Bougainville et Tarahoi, du

- domaine de Mamao ainsi que la création de zones piétonnes et d'espaces culturels et touristiques.
- Réalisation de 1500 logements sociaux annuels par un partenariat renforcé avec les structures de l'Etat disposant de ressources financières bonifiées destinées au logement social
- Création des infrastructures

- routières destinées à fluidifier la liaison de Papeete à Taravao en vue de permettre la création d'un second pôle de développement économique.
- Lancement d'appels à candidatures pour le développement de projets d'énergies renouvelables à Tahiti et dans l'ensemble des archipels.



RENDRE NOTRE DESTINATION PLUS ATTRACTIVE

Le tourisme demeure aujourd'hui notre première ressource économique, générant un apport en devises irremplaçable et représentant un important pourvoyeur d'emplois et d'activités induites à Tahiti et l'ensemble des archipels.

Le tourisme au coeur de notre économie

Pour replacer le tourisme au coeur de notre économie, nous devons apprendre à intégrer la dimension touristique dans toutes nos décisions publiques, qu'il s'agisse d'économie, d'énergie, de fiscalité, d'environnement, de culture ou d'aménagement du territoire.

Une sensibilisation permanente de notre population à l'importance de notre tourisme sera organisée en impliquant tous les acteurs de la société civile.

Valoriser nos atouts

Dans un monde de plus en plus troublé où la sécurité et la quiétude des destinations deviennent de vrais arguments commerciaux, notre défi sera de transformer nos handicaps d'éloignement et de petitesse en atouts majeurs.

La sécurité et la quiétude de notre pays, la qualité de nos infrastructures, la préservation de notre environnement, la

richesse de notre biodiversité et enfin, notre authenticité culturelle seront nos atouts pour reconquérir les marchés touristiques qui se sont détournés de notre destination.

Agir sur nos faiblesses

Des mesures concrètes seront impérativement prises pour agir sur nos faiblesses :

- notre image internationale qui n'a pas évolué depuis plusieurs décennies sera redéfinie, modernisée et enrichie pour s'adapter aux nouvelles tendances d'une clientèle touristique mondiale plus variée et plus exigeante.
- notre desserte aérienne internationale et locale fera l'objet d'une politique concertée de réduction des coûts et d'élargissement de l'offre,
- nos actions de communication et de promotion sur les marchés extérieurs seront conçues, coordonnées et pérennisées dans le temps,
- notre offre touristique s'étoffera (tourisme vert, activités culturelles, infrastructures de divertissement, ...) et se professionnalise (calendrier événementiel à diffuser, sites touristiques à aménager et entretenir, ...),
- et enfin la qualité de nos prestations sera améliorée pour faire de nos visiteurs nos meilleurs ambassadeurs et leur donner envie de revenir en Polynésie.

NOS ACTIONS CLÉS

- Redéfinir l'image de notre destination pour attirer de nouvelles clientèles touristiques.
- Accroître les synergies entre les compagnies Air Tahiti et Air Tahiti Nui pour harmoniser la tarification de la desserte de Tahiti et de ses îles.

- Reconfigurer l'offre de transport aérien en modernisant la flotte, en l'adaptant aux marchés servis et en recherchant de nouveaux opérateurs aériens par une réduction des coûts de notre plateforme aéroportuaire.
- Planifier et organiser la réalisation des infrastructures et des équipements touristiques

(centre culturel, centre de congrès, nautisme, musée, aquarium, destinés à étoffer notre offre de site d'intérêt et de prestations).

- Professionnaliser la composition des instances dirigeantes publiques en charge du tourisme.
- Lisser notre fréquentation touristique par des actions

promotionnelles ciblées sur certains marchés offrant des potentiels en basse saison.

- Mettre en place un référentiel de qualité pour améliorer l'image de notre destination et favoriser le retour de nos visiteurs.



VALORISER NOS RICHESSES DE L'OcéAN

La valorisation de l'ensemble de nos ressources marines constitue l'un des principaux instruments de notre développement économique futur.

Redonner de la valeur à notre perle noire

La perliculture constitue depuis longtemps notre premier secteur à l'exportation en plus d'être un outil essentiel de rééquilibrage économique et social entre les Tuamotu - Gambier et Tahiti.

Ce secteur sinistré par la surproduction et l'absence de stratégie commerciale efficace et coordonnée fera l'objet d'une profonde réforme. Des mesures économiques et fiscales seront prises pour plafonner et contrôler les concessions, réduire l'offre de perles et en améliorer la qualité pour repositionner notre perle noire sur le segment exigeant du luxe.

La labellisation de notre produit sera enfin initiée et des moyens seront investis dans la recherche et le développement pour conserver voire accentuer notre avance technique et protéger notre ressource.

Moderniser notre secteur de la pêche

En matière de pêche, une réorganisation du secteur sera mise en oeuvre. Le développement accéléré de notre

filière d'exportation, la mise en valeur des métiers de la mer dans l'enseignement professionnel et la nécessaire modernisation de nos unités de production seront les principaux axes de cette redynamisation du secteur.

Le futur port de pêche de Faratea constituera une véritable plateforme intégrée regroupant toutes les activités de services, de réparation, d'avitaillement, de négoce et de transformation du poisson. Il sera exploité en partenariat avec un opérateur de pêche spécialisé capable de professionnaliser notre filière et d'en assurer la viabilité économique de manière durable.

Préserver nos ressources grâce à l'aquaculture

Pour soulager la pression de plus en plus forte s'exerçant sur les stocks naturels, l'aquaculture sera soutenue au travers d'un transfert de techniques des éclosiers vers les fermes pilotes.

Crustacées, holoturies et espèces lagunaires à haute valeur ajoutée à l'export seront privilégiés dans la programmation future des investissements.

NOS ACTIONS CLÉS

- Produire une perle de qualité grâce à des mesures économiques et fiscales adaptées.
- Réduire l'offre de perles pour s'adapter à la demande, contrôler la qualité du nucléus.
- Soutenir l'organisation de

ventes aux enchères locales pour permettre à la Polynésie de redevenir le premier pôle de négoce et de distribution de la perle noire de qualité.

- Optimiser l'effort de pêche pour se rapprocher des taux de mordage internationaux.
- Former des capitaines aux métiers de patrons – pêcheurs

maîtrisant les techniques de pêche scientifique les plus avancées pratiquées par les flottilles étrangères.

- Revenir à un système de rémunération à la part, couplée à la création dans le régime des non salariés d'une catégorie spécifique au secteur primaire.
- Instaurer une licence de pêche

professionnelle couplée à une licence de vente pour la pêche côtière.

- Instaurer une veille économique et juridique de notre potentiel minier sous-marin.
- Réécriture de notre code minier.



DÉVELOPPER NOTRE AGRICULTURE

Notre filière agricole peut devenir demain un véritable levier économique en termes de production locale et de création d'emplois.

Dynamiser toutes nos filières agricoles

Notre programme de développement du secteur primaire a pour objectif d'accroître nos productions locales par un meilleur transfert de techniques et de savoir-faires, cela afin de limiter progressivement nos importations agricoles.

La qualité de nos produits sera améliorée, notamment grâce à l'utilisation de l'agriculture biologique. Une meilleure coordination des entités chargées du secteur primaire sera impulsée pour redynamiser nos différentes filières agricoles.

La professionnalisation des métiers agricoles sera renforcée par un dispositif couplant l'insertion sociale au travers de projets et la formation professionnelle dispensée par des établissements d'enseignement spécialisés (lycée agricole, CETAD, CJA, MFR).

Diversifier nos productions par l'agroalimentaire

Un programme de micro-projets agricoles sera mis en place à Tahiti et dans les îles. Ces projets destinés

à de jeunes agriculteurs seront axés sur des cultures biologiques réduisant les nuisances environnementales et sanitaires et répondant à une demande publique grandissante.

Les productions issues de ce programme seront centralisées pour en faciliter l'écoulement au travers de petites unités de transformation agro-alimentaire créées à cet effet. Elles permettront d'offrir un plus grand choix de produits agricoles prêts à être consommés à une clientèle élargie.

Un outil de développement des archipels

Un effort particulier sera fait pour le développement agricole de nos archipels et la stabilisation des populations.

La régénération de la cocoteraie sera accélérée afin d'améliorer les rendements déclinants de la filière coprah. La filière de la vanille sera soutenue pour devenir un véritable produit d'exportation.

Enfin, nous favoriserons la production de bois local certifié issu des forêts de pins des Caraïbes. Des mesures réglementaires seront prises pour en faciliter l'écoulement local, notamment au travers des constructions publiques.

NOS ACTIONS CLÉS

- Mise en oeuvre d'actions de soutien en faveur de la consommation des produits locaux par les ménages et les collectivités.
- Valorisation des déchets organiques par la généralisation du traitement des déchets verts

et l'installation de hangars de compostage en partenariat avec les communes.

- Création de jardins familiaux pour encourager les micro exploitations, permettre une alimentation saine et équilibrée et lutter contre la précarité.
- Utilisation plus efficace des financements nationaux et

européens destinés à la promotion des filières agricoles (Contrat de projets, CIOM, Fond Pacifique).

- Mise en oeuvre rigoureuse du contrat de projet 2014/2019 entre l'Etat et le Pays qui devra constituer un outil essentiel de redynamisation du secteur primaire au travers d'un volet agricole ambitieux. Ces

dispositifs permettront un nouvel essor dans la réalisation des projets d'investissement et de développement agricole en Polynésie.



CULTURE ET NATURE SONT NOS VALEURS PHARES

Notre richesse culturelle et notre environnement préservé rendent notre pays unique et constituent les fondements de notre authenticité.

Mettre en valeur notre culture

La conservation de notre patrimoine culturel sera vitale pour que l'attachement des générations futures à notre culture demeure vivace. Les sites archéologiques, historiques, les espaces naturels feront l'objet d'une politique de recensement et de valorisation systématique. La création artistique bénéficiera d'un soutien des pouvoirs publics afin d'accroître la notoriété des artistes polynésiens et de renforcer l'attractivité de notre Pays. Les danses polynésiennes jouissent d'une notoriété internationale reconnue. Sur le plan local, les groupes devront disposer de lieux destinés à l'entraînement et à la production de spectacles. Sur le plan international, l'organisation et la promotion de spectacles et d'événements culturels seront facilitées.

Ces actions permettront de transformer notre folklore en un véritable produit d'appel touristique et une activité rémunératrice pour les artistes.

La diversité et la richesse de notre artisanat seront mises en valeur au travers de filières d'exportation et par un soutien à l'organisation du marché local.

Préserver notre environnement

La préservation de notre environnement et de nos éco-systèmes constituera une préoccupation publique inscrite dans la durée.

Notre politique environnementale sera ainsi refondée pour prendre en compte les principes généraux du développement durable.

Les mesures qui seront prises dans ce domaine concerneront le déploiement accéléré des énergies renouvelables, la construction de bâtiments à faible impact environnemental et l'organisation d'un traitement des déchets orienté vers la valorisation et le recyclage.

Une politique sectorielle de l'eau axée sur la potabilité et l'assainissement des eaux usées sera élaborée et mise en oeuvre en concertation avec les communes.

NOS ACTIONS CLÉS

- Construire sur le site de Vaïami une médiathèque-bibliothèque destinée à centraliser, sauvegarder et diffuser le patrimoine multimédia polynésien et la lecture publique.
- Favoriser et développer la maîtrise des langues et cultures

vernaculaires, élaborer le statut de l'artisan et de l'artiste, écrire le code du patrimoine et de la propriété intellectuelle.

- Codifier, référencer, et enseigner les danses, les musiques, les chants traditionnels, imposer des quotas de musiques polynésiennes, créer une agence artistique pour l'exportation de

spectacles vivants et la promotion de la destination.

- Valoriser la Polynésie en tant que site d'études, de connaissance en biodiversité, de développement de nouvelles énergies, de sauvegarde de mammifères marins.
- Définir des indicateurs de pollution et de perte de

biodiversité pour mieux préserver notre environnement.

- Privilégier une application de la réglementation tournée vers un résultat et non la seule sanction.



REFONDER NOTRE ÉCOLE

L'échec scolaire demeure une triste réalité en Polynésie. Le décrochage non maîtrisé, le manque de suivi des performances individuelles des élèves, les sorties du système sans diplôme et sans qualifications professionnelle ou encore l'orientation subie conduisent aujourd'hui à un taux d'échec important ayant des incidences sociales et économiques dramatiques.

Impliquer tous les acteurs de l'éducation

La refondation de notre école nécessitera une véritable action de mobilisation des trois grands acteurs de la réussite éducative :

- les élèves, qui doivent retrouver le goût d'apprendre et la volonté de progresser au sein d'une école qui doit être perçue comme l'instrument principal de l'insertion sociale,
- les parents, qui seront associés plus étroitement à la réussite de leurs enfants et à qui il est important de redonner confiance dans la capacité de l'institution scolaire à faciliter l'insertion future de leurs enfants dans la société,
- et enfin, les enseignants dont le travail doit être reconnu et facilité par les pouvoirs publics au travers de moyens matériels et pédagogiques qui manquent encore.

Améliorer la professionnalisation des filières

Par delà ces actions de long terme, l'adaptation à l'emploi des filières professionnelles sera améliorée.

Une meilleure synergie entre l'école et l'entreprise sera constamment recherchée, notamment en multipliant les partenariats avec le secteur privé dans le cadre de filières spécialisées présentant des débouchés professionnels en Polynésie.

Piloter le système vers l'excellence

Le pilotage de notre système éducatif sera amélioré au travers d'une unification des deux cycles et d'une gestion spécifique des moyens humains et matériels, distinctes de la gestion de la pédagogie.

La concertation avec l'Etat sera primordiale pour assurer un pilotage cohérent de l'éducation en Polynésie.

L'utilisation des outils numériques sera généralisée dans l'ensemble des écoles et plus particulièrement dans les archipels éloignés qui subissent encore une fracture numérique intolérable avec Tahiti. Des internats d'excellence seront enfin créés pour favoriser l'égalité des chances.

NOS ACTIONS CLÉS

- Renforcement des dispositifs permettant d'associer plus étroitement le monde de l'éducation et celui de l'entreprise.
- L'apprentissage et l'alternance feront l'objet d'un soutien public accentué.
- Amélioration de l'encadrement des enseignements dans les écoles à besoins spécifiques.
- Création de filières spécialisées dans des secteurs porteurs (cosmétologie, agroalimentaire, pêche, développement durable...).
- Mise en place d'un professorat des écoles spécialisé en langues polynésiennes.
- Généralisation des expériences réussies en matière d'association des parents à la réussite scolaire de leurs enfants.
- Renforcement des dispositifs éducatifs spécifiques (CJA, CETAD, GSMA, CUCS).
- Regroupement de la gestion des premier et second cycle et création de trois pôles relatifs à la gestion du personnel, à la gestion des moyens techniques (constructions, rénovations, transport des élèves) et au pilotage du système éducatif (pédagogie, évaluation, prospective).



AMÉLIORER NOTRE SANTÉ

Notre système de santé couvrant l'ensemble de notre population est aujourd'hui à la dérive.

Les déficits grandissants de nos régimes de santé et de retraite remettent en cause la pérennité de notre protection sociale généralisée et créent un sentiment d'insécurité au sein de notre population.

Réformer notre système de santé

Notre système de santé sera réorganisé au travers d'un nouveau schéma d'organisation sanitaire. Ce dernier définira clairement la place de l'hôpital du Taaone et celle de l'ensemble des hôpitaux périphériques dont la complémentarité est primordiale. Un pilotage plus efficient sera réinstauré et un meilleur équilibre sera recherché entre les structures publiques et privées.

Sur le plan financier, une unification des régimes permettra une gestion plus efficace de notre protection sociale.

Des partenariats établis avec le secteur libéral seront facilités, notamment pour l'utilisation des plateaux techniques de l'hôpital de Taaone et dans le service de santé dans les îles.

L'hôpital du Taaone qui constitue le principal maillon de notre organisation sanitaire sera réformé sur les plans

administratif et financier afin de garantir durablement une qualité de soins à la population.

Agir à long terme par la prévention

Une véritable politique de prévention contribuera à changer les comportements à l'origine de nombreuses pathologies : obésité, diabète, maladies cardiovasculaires. Ces orientations permettront d'améliorer le bien-être des polynésiens et de réduire sur le long terme les coûts de santé.

D'autres mesures préventives réduiront la maltraitance, la violence, les inadaptations, les troubles du comportement et les addictions chez les jeunes et les très jeunes.

Soutenir et accompagner les familles

La famille sera au coeur des actions préventives.

En effet, l'affaiblissement de la cohésion familiale conduit à une plus grande difficulté d'insertion scolaire et sociale et au développement de la maltraitance, des comportements violents et des conduites addictives.

Notre politique de soutien et d'accompagnement aux familles en difficulté se traduira par l'élaboration de projets de vie et par la mise en oeuvre de mesures d'aide pouvant faciliter l'insertion sociale.

NOS ACTIONS CLÉS

- Création de centres sanitaires et sociaux regroupant des personnels de santé, des affaires sociales, de l'emploi dans les différentes communes afin d'offrir une assistance de proximité à la population.

- Action de dépistage des cancers dont l'efficacité est reconnue et le coût maîtrisé.

- Création de structures d'accueil de la petite enfance et des familles afin de renforcer les liens entre les parents et les enfants.

- Lancement de programmes pluriannuels de lutte contre les maladies non transmissibles, plus particulièrement les maladies nutritionnelles, de surcharge et les cancers.

- Mise en place de programmes publics en concertation avec le secteur associatif et destinés à améliorer la santé individuelle par une meilleure nutrition et par le développement de l'exercice physique.



LUTTER CONTRE LA DÉTRESSE SOCIALE

Notre engagement pour lutter contre la détresse sociale sera axé sur l'emploi, qui constitue la principale réponse aux différentes formes d'exclusion.

Placer l'emploi au coeur de l'insertion sociale

La relance de la commande publique par les grands travaux demeure la principale mesure pour résorber rapidement le chômage de masse.

Cependant, l'exclusion qui frappe déjà une part grandissante de notre jeunesse exige une action de proximité orientée vers les plus vulnérables.

Des aides spécifiques à l'emploi, des mesures de formation pour les jeunes sans qualification, des actions d'évaluation des compétences seront mises en oeuvre pour faciliter le retour ou l'accès à l'emploi des publics en voie d'exclusion. Les dispositifs d'aide à l'emploi seront simplifiés et harmonisés pour une meilleure gestion et plus grande lisibilité.

Promouvoir le développement social local

L'éparpillement de nos îles constitue un réel handicap dans la mise en place d'une politique sociale centralisée. A cet effet, le développement social local constitue une réponse de proximité fondée sur l'organisation d'activités

économiques, sociales, environnementales ou culturelles à partir des ressources locales.

La réussite de cette **économie sociale et solidaire** résultera de la capacité de tous les acteurs mobilisés, pouvoirs publics, secteur privé et monde associatif, à travailler de manière concertée au service des plus démunis.

Agir contre l'exclusion

Un programme d'actions ciblées sera mis en oeuvre afin de réduire les violences intra familiales et de diminuer l'insécurité, notamment dans les quartiers les plus difficiles. Les mesures appliquées s'inspireront des expériences les plus réussies dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale.

Notre politique de logement social sera redéfinie pour atteindre un objectif annuel de production de 1500 logements. Un partenariat sera proposé à l'Etat pour que les polynésiens puissent disposer des financements à taux réduits et à long terme destinés à la construction des logements sociaux qui nous font aujourd'hui défaut.

NOS ACTIONS CLÉS

- Refonder la protection sociale généralisée pour préserver nos systèmes de santé et de retraite. Les mesures de retour à l'équilibre financier seront proposées et mises en oeuvre dans le cadre d'un dialogue avec l'ensemble des acteurs.

- Accueillir dans les meilleures conditions tous les citoyens sollicitant une aide ou un accompagnement dans le domaine social. L'accès aux données et l'information sur les procédures seront facilités, notamment en ce qui concerne les problèmes fonciers.

- Etendre l'aide familiale au

- logement pour favoriser l'accès ou le maintien au logement et permettre l'accession à la propriété.

- Protéger les familles de la marginalisation et de l'exclusion en développant les actions de relogement avec les organismes d'aides à l'habitat (OPH, FDA, AISPF, CPS, agences et

- propriétaires du parc privé).

- Assurer une meilleure coordination de l'ensemble des actions sociales mises en oeuvre par les associations, les communes et les pouvoirs publics. Un suivi et une évaluation des actions seront effectués pour généraliser les dispositifs les plus efficaces.

2^{ÈME} SECTION DES ÎLES DU VENT

Mahina - Hitiaa O Te Ra
Tairarapu Est - Paea - Papara
Teva I Uta - Tairarapu Ouest



1 GASTON FLOSSE



2 NICOLE SANQUER



3 HENRI FLOHR



4 BEATRIX LUCAS



5 MARCEL TUIHANI Jr



6 LOIS SALMON



7 TEARII ALPHA



8 SANDRA LEVY-AGAMI



9 JACQUE GRAFFE



10 JULIETTE NUUPURE



11 PUTA'I TAAE



12 LUCIE LUCAS



13 JONAS TAHUAITI



14 INA UTIA



15 PHILIPPE VAHINE

3^{ÈME} SECTION DES ÎLES DU VENT

Faa'a - Punaauia



1 SANDRINE TURQUEM



2 NUIHAU LAUREY



3 ISABELLE SACHET



4 JEAN TEMAURI



5 ELISE VANAA



6 JEAN-CHRISTOPHE BOUISSOU



7 DYLM ARO



8 MICHEL LÉBOUCHER



9 MAINA SAGE



10 JEAN-PAUL TUAIVA



11 MONETTE HARUA



12 EDOUARD LUCAS



13 MAREVA HOURSAL

1^{ÈRE} SECTION DES ÎLES DU VENT

Papeete
Pirae - Arue
Moorea - Maiao



1 EDOUARD FRITCH



2 TEURA IRITI



3 MICHEL BUILLARD



4 VIRGINIE BRUANT



5 CHARLES FONG LOI



6 SYLVANA PUHETINI



7 RENE TEMEHARO



8 VAIIATA PERRY-FRIEDMAN



9 JOHN TOROMONA



10 ALICE TINORUA



11 EVANS HAUMANI



12 YVANA POMARE TIXIER



13 MARCELINO TEATA



14 FLORIENNE PANAI



15 CONRAD EBB

SECTION DES TUAMOTU DE L'OUEST



1 TEAPEHU TINIRAU EPS TEAHE



2 ANDRE TERIITAHU DIT MOEHAU



3 CHANTAL MOEVAI EPS FAUURA



4 CLAUDE NAUTA



5 MAIARIU TEIVA EPS TEHIHIRA

SECTION DES ÎLES SOUS LE VENT



1 THOMAS MOUTAME



2 LANA TETUANUI



3 RUDOLPH JORDAN



4 PATRICIA AMARU



5 FELIX FAATAU



6 NOELA GREIG



7 ASTAIR PAHEROO



8 LINE TUPU EPS OLDHAM



9 VINCENT VAHINETUA



10 GWENDOLINA DUGANE EPS LING THIEM

SECTION DES ÎLES MARQUISES



1 JOSEPH AH-SCHA



2 JEANINE TATA



3 ETIENNE TEHAAMOANA



4 SARAH VAKI



5 FELIX BARSINAS

SECTION DES GAMBIER ET DES TUAMOTU DE L'EST



1 MONIQUE RICHETON



2 RAIOHA JACQUES



3 GILDA VAIHO EPS FAATOA



4 ERNEST TEAGAI



5 TUKORIO BUTCHER MEREHAU

SECTION DES ÎLES AUSTRALES



1 FREDERIC RIVETA



2 YOLANDE VIRIAMU



3 FERNAND TAHIATA



4 CLAUDINE UTIA EPS HATITIO



5 JOACHIM TEVAATUA

2013 ÉLECTIONS TERRITORIALES
21 AVRIL - 05 MAI

LA FOI DE RECONSTRUIRE ENSEMBLE



Retrouvez également tous les détails du programme
Tahiti Nui 2025 sur les adresses internet suivantes :

 www.tahoeraa.pf

 www.facebook.com/Tahoeraa.HuiraaTira

TAHOERAA HUIRAATIRA - Boite Postale 471
Papeete – Tahiti – Tél : 42 98 98 / Fax 45 00 04

2013 ÉLECTIONS
TERRITORIALES

21 AVRIL - 05 MAI

**LA FOI DE
RECONSTRUIRE
ENSEMBLE !**

www.toustahoeraa2013.com